



[vendredi 17 mars 2006 \(Libération.fr - 16:17\)](#)

Société

Une semaine particulière pour rapprocher juifs et arabes

La «Semaine de lutte contre les discriminations et pour la rencontre des différences» débute dimanche • Libération.fr chroniquera tous les jours cette manifestation •

Par Catherine COROLLER

«Il y a un tel enthousiasme qu'on est touchés.» Vendredi, à la veille de la «Semaine de lutte contre les discriminations et pour la rencontre des différences» qui débute ce dimanche (1), Esther Benbassa co-organisatrice avec Jean-Christophe Attias, historien du judaïsme comme elle, de l'événement, affichait sa satisfaction (2).

La semaine prochaine Libération.fr a décidé de chroniquer au quotidien la manifestation, qui devrait rassembler 7200 personnes pour assister aux débats et concerts programmés. Des particuliers : parisiens, banlieusards ou provinciaux «avec des noms de toutes provenances», des associatifs, des institutionnels. Au printemps 2004, Esther Benbassa et Jean-Christophe Attias avaient organisé une rencontre un peu du même type. A l'époque, il s'agissait de faire dialoguer des personnalités qui, en raison de leurs positions divergentes sur le conflit israélo-palestinien, ne se parlaient plus. La présente ambition est la même : éviter que le fossé entre Juifs et Arabes ne continue à se creuser, mais également que d'autres groupes ne tombent dans le piège du communautarisme. Du côté du public, la réponse est donc enthousiaste : «Il y a un vrai besoin, surtout dans les milieux arabo-musulmans, africains, souligne Esther Benbassa. On sent qu'il y a un fort désir, j'ai participé à un chat sur Saphirnews ([site internet musulman francophone](#), ndlr), on a eu une soixantaine de questions et pas une seule de type raciste».

Les mails reçus par les organisateurs témoignent de ce besoin de dialogue: «La haine, toutes les haines, sont vouées à l'échec. Plus que jamais il nous faut vivre ensemble. Le mouvement se prouve en marchant, votre action et

vosre présence démontrent que c'est possible et vital», écrit le philosophe Mustafa Chérif. Des anonymes s'expriment également : «Je m'appelle Mahdi et réside à Bonneuil-sur-Marne (94). Je me suis inscrit tout à l'heure pour assister à certaines de vos manifestations en faveur du «Vivre Ensemble». Puis Mahdi raconte : «En compagnie de deux personnes : un chrétien (Richard), un juif (Yoann) et un musulman (moi-même), nous avons effectué à pied, une marche pour la Paix, de Jérusalem à Saint-Jacques de Compostelle.»

Arabes et noirs seraient particulièrement nombreux à s'être inscrits pour la visite du Musée d'art et d'histoire du judaïsme organisée le dimanche 26 mars. «Nous proposons une parcours accompagné par une conteuse, explique Esther Benbassa. Normalement, c'est pour les enfants, mais quand on a vu que c'était surtout des adultes qui s'inscrivaient, on a demandé à la conteuse d'en tenir compte». Durant toute la semaine, les juifs seront également présents : «On a compté une forte affluence lors des journées où on parle de l'antisémitisme», commente l'historienne.

Du côté des personnalités qui animeront les tables rondes, le plateau est de qualité. Des chercheurs, des représentants communautaires, associatifs, religieux, des journalistes. A cette photo de la France multicolore et diverse, manquera toutefois une couleur. Les associations asiatiques ont décliné l'invitation, expliquant qu'elles ne se sentaient pas concernées n'étant pas discriminées en France.

[19 mars 2006 \(Liberation.fr - 16:58\)](#)

Société

En France, la haine de l'autre comme «phénomène discriminatoire»

CHRONIQUE. A l'occasion de la «Semaine de lutte contre les discriminations et pour la rencontre des différences», «Libération.fr» rend compte au quotidien des débats. Aujourd'hui, la question du racisme sous toutes ses formes, et notamment comme discrimination à l'emploi ou au logement.

Par Catherine COROLLER

Le racisme peut blesser physiquement et moralement, voire tuer, mais également exclure des individus de la société. Dimanche, lors de la première journée de la «Semaine de lutte contre les discriminations et pour la rencontre des différences» organisée au Sénat à Paris par Esther Benbassa et Jean-Christophe Attias, historiens du judaïsme, Pap N'Diaye, chercheur à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, a insisté sur la nécessaire distinction entre ces deux effets du racisme. Et, tandis que la plupart des intervenants ont surtout traité des formes traditionnelles de racisme, lui a surtout parlé des «phénomènes discriminatoires». Selon Pap N'Diaye, la

haine de l'autre a été très longtemps uniquement perçue en France sous sa «dimension morale». La lutte contre le racisme se confondant avec le combat contre les idées du Front National. L'exemple de la petite main «Touche pas à mon pote» que toute une génération a arborée au revers du veston dans les années 80 en est l'illustration. Les discriminations, à l'emploi ou au logement, n'étaient pas prises en compte. «Elles étaient invisibles ou tenues pour quantité négligeable», explique Pap N'Diaye. Et c'est dans les années 90 seulement, «sous l'influence du droit anglo-américain», que la société a commencé à se pencher sur la manière dont se fait le tri entre les groupes de personnes. «Nous sommes sortis des années 80-90 en nous intéressant bien plus aux discriminations, s'est félicité le sociologue Michel Wieviorka, car ce sont elles qui rendent la vie impossible». Pour autant, et malgré ce virage : «il y a encore beaucoup de travail à faire», affirme Pap N'Diaye. Selon lui, la France a du mal à penser et à réfléchir le phénomène des discriminations, et ce, d'autant plus qu'il n'existe aucun outil permettant de le mesurer. Les statistiques ethniques y sont en effet interdites. Pour lutter contre les discriminations, le gouvernement a créé en juillet une Haute autorité (Halde). «Mais elle n'a pas manifesté d'activisme extrême, et elle a été notamment d'une remarquable discrétion lors des émeutes en banlieue», regrette Pap N'Diaye.

Certains politiques se sont en revanche saisis de cette question des discriminations. Mais, selon Vincent Geisser, dans un souci purement «clientéliste». «L'un a nommé un préfet musulman, l'autre un ministre arabo-maghrébin. Tous veulent créer leur mosquée et nommer leur conseiller musulman», dénonce-t-il. Certains «font des voyages en Arménie, en Israël, en Algérie» pour séduire les électeurs originaires de ces pays. «Ils défendent la laïcité au Palais Bourbon et font du communautarisme lorsqu'ils reviennent dans leur département ou leur commune», ajoute-t-il encore. Vincent Geisser voit dans ces tentatives de séduction des Français issus de l'immigration une aporie républicaine : «Je veux te faire citoyen électeur mais je suis obligé de te penser traversé par un habitus communautaire pour te penser comme moi».

Militant associatif, créateur du collectif des Indigènes de la République, Youssef Boussoumah dénonce «cette détestable assignation à identité obligatoire». «Certains d'entre nous sont très peu pratiquants, mais nous sommes perçus en tant que musulmans», affirme-t-il. Dans le contexte de l'après 11 septembre, cette assignation n'est pas sans conséquences, musulman étant synonyme d'islamiste ou intégriste. Voire d'antisémite, certains responsables communautaires juifs attribuant la récente augmentation des actes antisémites, et leur gravité, aux Nord-Africains. Dominique Vidal, journaliste au Monde Diplomatique a rappelé que selon le dernier rapport de la Commission nationale consultative des droits de l'homme, «seul un tiers des attaques antijuives sont le fait de personnes issues de l'immigration arabo-musulmane». L'avocat et essayiste Guillaume Weil-Raynal a stigmatisé le «discours extrêmement grave qui consiste à dresser les communautés les unes contre les autres», précisant que «dans certains organes communautaires, on voit une mise en cause

explicite des noirs». Et Michel Wieviorka a rappelé qu'il ne fallait pas minorer la responsabilité de l'extrême droite dans la persistance de l'antisémitisme. A Guillaume Weil-Raynal qui avait souligné que l'«ordre de grandeur des actes antisémites est dérisoire par rapport aux chiffres généraux de la délinquance et de l'insécurité», Wieviorka a répondu que «le nombre des passages à l'acte ne suffit pas à rendre compte des préjugés, des discours et des menaces» ressentis par les Juifs de France.

Reste que l'on assiste aujourd'hui, en France, comme l'a rappelé Jean Daniel, éditorialiste au *Nouvel Observateur*, à «l'émergence d'une rivalité des groupes et d'une compétition des mémoires». Dominique Vidal ne le nie pas, mais répond par «un refus intransigeant du deux poids deux mesures». «C'est très bien que la France entière se mobilise lorsqu'un juif est assassiné mais il faut aussi qu'elle se dresse lorsque des arabes, noirs, tziganes, sont victimes de violences».

[lundi 20 mars 2006 \(Liberation.fr - 17:30\)](#)

Société

«L'extrême droite a un rôle direct et indirect dans les actes racistes et antisémites»

Par Eve BOISANFRAY

Ce lundi matin, l'amphithéâtre de l'Institut du Monde arabe est loin d'être plein, et pour cause, la conférence devait avoir lieu à la Sorbonne. Esther Benbassa, organisatrice de la «Semaine de lutte contre les discriminations et pour la rencontre des différences», déplore que «les gens n'aient pu être mis au courant du changement de lieu parce que la police ne nous a pas permis de coller des affiches sur les murs de l'université, pour les prévenir». C'est donc dans une ambiance calme, presque solennelle que les différents intervenants prennent la parole.

«Depuis quelque temps, on a le sentiment que l'extrême droite a un peu disparu de l'actualité raciste», commente Renaud Dely, journaliste à «Libération» et président de la conférence. «On a l'impression qu'elle n'existe que pendant les périodes électorales et qu'elle est de moins en moins perceptible au quotidien», alors que l'extrême droite est précisément à l'origine de ces idées et actes racistes et antisémites. Nonna Mayer, directrice de recherche au CNRS, aborde le sujet de front : «L'extrême droite a un rôle direct et indirect dans les actes racistes et antisémites». Selon elle, le cœur de l'idéologie d'extrême droite est «un nationalisme exclusionniste qui banalise et justifie les comportements racistes et antisémites, et qui mène à un sentiment d'ethnocentrisme. En général, ceux qui n'aiment pas les juifs, n'aiment pas les arabes, ni les noirs, ni les asiatiques».

Jean-Yves Camus, politologue au CERA (Centre européen de recherche sur le racisme et l'Antisémitisme) renchérit et précise que «l'antisémitisme existe de manière forte dans l'extrême droite». Même si on a «du mal à trouver des déclarations ouvertement antisémites de la part des différents partis – parce que ça ne motive pas les électeurs – ces atteintes sont très présentes dans les publications militantes», insiste-t-il.

Philippe Lamy, de la Ligue des droits de l'Homme (LDH) s'inquiète de la banalisation de l'extrême droite, «on s'assoupit entre chaque élection, alors qu'elle est inscrite dans la paysage politique français depuis vingt-deux ans et que le Front national n'a pas disparu» martèle-t-il. Preuves à l'appui, Philippe Lamy rappelle la virulence des incitations à la haine raciale en brandissant un numéro du magazine «Europe Action» de 1964. Sur la dernière page du journal, une photo d'un maghrébin. En légende, «On recherche : Mohamed Benzougui, né en Algérie, résidant en France. Cet homme est dangereux, susceptible de tuer, voler, violer, piller, etc. Pour le trouver, inutile d'aller très loin, autour de vous il y en a 700.000!» Il y a de cela quarante ans, certes, mais il existe encore aujourd'hui «toute une littérature insidieuse antisémite, antimaghrébine et raciste, écrite sur des tracts déposés dans des boîtes aux lettres», ajoute le membre de la LDH. Il réitère qu'il «faut continuer à être intransigeant, et maintenir le cordon sanitaire contre le racisme et l'antisémitisme de la manière la plus totale».

[mardi 21 mars 2006 \(Liberation.fr - 18:26\)](#)

Société

«Inoculer la diversité dans les médias»

A l'occasion de la «Semaine de lutte contre les discriminations et pour la rencontre des différences», Libération.fr rend compte au quotidien des débats

- Mardi, ils portaient sur la responsabilité des médias •

Par Didier ARNAUD

«Les médias et la lutte contre les discriminations». Le thème choisi, ce mardi matin, à l'Unesco, dans le cadre de la manifestation du «pari (s) du vivre ensemble» a fait l'objet d'un détournement. On pensait qu'il s'agirait de comprendre de quelle façon les médias –français– traitent des discriminations. Raté. La question s'est transformée en : «comment les médias sont eux-mêmes auteurs de discrimination», en accueillant aussi peu de personnes issues des minorités. Un journaliste noir présent dans le public a apostrophé le journaliste Franz-Olivier Giesbert («Le Point», ndlr), sur ce thème. «Est ce que vous pouvez nous dire s'il y a beaucoup d'Harry Roselmack» (qui va assurer l'intérim de PPDA, ndlr) dans votre journal a-t-il

lancé. Giesbert s'en est tiré en additionnant les femmes – discriminées– et les minorités visibles. «Ça fait trois et deux», a-t-il compté, embêté.

Thomas Deltombe, auteur d'un livre sur les représentations médiatiques de l'islam était le premier à porter l'estocade. C'était encore -décidément- à propos d'Harry Roselmack, d'origine antillaise. Les chaînes doivent revoir, selon lui, leur recrutement, mais aussi leur formation. «Changer les hommes masque le fait qu'il faille changer les règles», a-t-il commenté. Ali Laïdi, le frère du fondateur du club Avéroès, un club informel qui milite aussi pour la diversité dans les médias, a expliqué avoir découvert que c'était avant tout «la mentalité de nos collègues journalistes qu'il fallait changer.» Las. Ali : «Certains confrères nous ont répondu : “C'est à nous [les journalistes en place, ndlr] de mener le combat pour la diversité». Laïdi a expliqué que les tentatives pour faire avancer les choses dans la douceur et la discrétion s'étaient soldées par un échec. Les membres du club ont alors décidé de passer à une politique plus volontariste. Réunir les directeurs de chaîne, leur poser le problème carrément. «Si nous plaçons des gens, ceux-là pourront changer les règles». Ce qui s'est passé avec Roselmack.

Mais c'est Slimane Zeghidour, de TV5, qui a finalement opté pour un retour au sujet initial. «Le thème de ce matin, c'est à priori que les médias sont du bon côté» (pour lutter contre les discriminations, ndlr), a-t-il avancé. Avant de retourner l'idée en suggérant que ces médias sont parfois «vecteurs de présupposés rendant normales les discriminations». Zeghidour perçoit un basculement au moment du 11 septembre. «Après le 11 septembre, ce n'est plus la haine ou le mépris, c'est le soupçon. Les mots culture et civilisation ont remplacé le mot race». Le journaliste constate que la prédiction de Samuel Huntington, dans le choc des civilisations, selon laquelle «les gens de culture différente ne peuvent pas vivre ensemble dans un même pays» suscite de plus en plus d'émules. Pour preuve, selon lui, l'islam est uniquement traité comme «un casse-tête», «une inquiétude». Ainsi, aujourd'hui, les colloques fleurissent et posent, en boucle, les mêmes questions : «Peut-on être musulman et démocrate?» ou encore, «l'islam européen est-il envisageable?».

Cheb Sun, de «Respect magazine», a grandi dans une France multicolore. Il vient de se déplacer dans toute la France, pour son journal. «On a poussé des soupirs de soulagement quand on a vu des arabes et des noirs ensemble. La coupure est de plus en plus courante. On est de plus en plus dans une logique de blocs. Les couleurs se mettent de moins en moins côte à côte. Pourtant, quand on n'enferme pas les gens au départ, on se rend compte que cela marche». Azouz Begag, le ministre de l'Égalité des chances, visiblement ému, a conclu la matinée par un discours sur la rage de «naître dans ce pays et de ne pas être dans ce pays». Il a promis de tout faire pour «banaliser» la présence des minorités. «Nous sommes en train d'inoculer la diversité dans [les médias de] ce pays. Dans deux ou trois ans, il y en aura tellement qu'on n'aura plus le droit d'en parler». Dans deux ou trois ans. On a toujours le droit d'y croire.

[mercredi 22 mars 2006 \(Liberation.fr - 18:33\)](#)

Société

De la religion comme outil de dialogue ou pas

A l'occasion de la «Semaine de lutte contre les discriminations et pour la rencontre des différences», Libération.fr rend compte au quotidien des débats

- Mercredi, la religion fautrice de guerre ou de dialogue?

Par Catherine Coroller

C'est le genre de sujet plombant : «le dialogue interreligieux est-il suffisant pour créer des passerelles entre les différentes composantes de la nation?» Pour tout laïcard qui se respecte, la question est limite sacrilège. Que les religions restent dans leur coin, et la paix sociale ne s'en portera que mieux. Premier intervenant à prendre la parole ce mercredi matin pour cette troisième journée de la «Semaine de lutte contre les discriminations et pour la rencontre des différences», le jovial Jean-François Colosimo, professeur à l'Institut de théologie orthodoxe Saint-Serge flingue d'office le sujet du jour : «Les religions ne sont pas connues comme fautrices de dialogue mais comme fautrices de guerre», observe-t-il goguenard. Et pourtant, elles dialoguent. Le défunt pape Jean-Paul II avait ainsi créé la rencontre d'Assise où les leaders religieux jeûnent et prient côte à côte en faveur de la paix. «Le dialogue inter-religieux est devenu une spécialité. Le monde inter-religieux est devenu un professionnel du dialogue. Mais cela aboutit à des textes dont l'incidence réelle est assez faible, rétorque Colosimo qui raille «le caractère minimaliste et onusien» des rencontres inter religieuses en général et la «capacité» des participants à «s'autoneutraliser». Diable. Stephen Berkowitz, rabbin du Mouvement juif libéral de France, est à peine plus indulgent: «Les limites de ce dialogue c'est que ses acteurs vivent dans une tour d'ivoire. Ils se connaissent, se fréquentent et s'estiment mutuellement alors qu'il existe un monde dehors qui ne les voit pas, ne les entend pas». Mercredi après-midi, lors d'une autre table ronde sur «le rôle des médias confessionnels dans le travail de compréhension mutuelle entre les religions», directeur de l'hebdomadaire protestant Réforme a critiqué «le bien-pensant d'être pour le dialogue inter-religieux». Pourtant, lui et ses confrères journalistes participant à la même table ronde le pratiquent. Ghaleb Bencheikh, théologien musulman, présentateur de l'émission sur l'islam le dimanche matin sur France 2 et président de la Conférence mondiale des religions est un acteur très actif et très médiatisés du dialogue entre les trois religions du Livre. Azzedine Gaci, président du Conseil régional du culte musulman Rhône-Alpes, participant à la première table ronde, est très impliqué dans le dialogue inter-religieux. Il a noué des contacts avec les représentants catholiques et juifs locaux et régionaux. Mais lui doit faire face à une problématique très particulière. Représentant d'une religion qui fait peur, parce que certains de ses représentants ont déclaré la guerre au monde judéo-chrétien, sans doute est-il condamné à rassurer en pratiquant de façon ostensible la politique de la main tendue.

Malgré la loi de 1905 sur la séparation des églises et de l'Etat, beaucoup de maires se font désormais organisateurs de rencontres entre imams et rabbins pour tenter de calmer l'antagonisme montant entre ces communautés. Mais, Jean-François Colosimo critique cette actuelle tendance des politiques à faire jouer aux religions «un rôle civique les ramenant à une fonction utilitaire». En invitant en mairie imams et rabbins, les élus tenteraient un troc: «je t'échange la reconnaissance de l'Etat contre une sorte de paix civile». Ou encore : «je crée une unité symbolique autour d'une République effondrée». Cette panne du sentiment national et la décrédibilisation du politique inquiètent plutôt Sidi Mohamed Barkat, philosophe et chercheur associé au Conservatoire nationale des arts et métiers (Cnam), qui craint que les religions y voient une «grande aubaine». Et s'il conçoit que «le dialogue inter religieux peut jouer un rôle civique», il doute d'un rapprochement au plan du dogme: «je n'y crois pas. Chacun est vissé dans une sorte de quant à soi quand à la vérité religieuse».

[jeudi 23 mars 2006 \(Liberation.fr - 19:48\)](#)

Société

«Il y a des Algériens qui ne sont pas bronzés et qui ont les yeux bleus»

A l'occasion de la «Semaine de lutte contre les discriminations et pour la rencontre des différences», Libération.fr rend compte au quotidien des débats

- Jeudi, le regard des Français sur les «Juifs, arabes, noirs, tsiganes, homosexuels...». Notre dernière contribution.

Par D.A.

«Juifs, arabes, noirs, tsiganes, homosexuels...comment les Français les voient-ils?» Cette question un rien provocatrice et un tantinet complexe était l'objet d'une table ronde lors du colloque de la semaine de la lutte contre les discriminations. C'est Khadija Bourcart, l'adjointe au maire de Paris, remplaçante au pied levé du maire, qui a commencé par raconter deux histoires. Il y était question de son origine algérienne. Elle a d'abord dit qu'elle n'oublierait jamais cette stigmatisation faite devant elle par une professeure -«ces nord-africains en bleu de travail qui ne se sont pas lavés», ou encore «il y a des algériens qui ne sont pas bronzés et qui ont les yeux bleus, ils sont kabyles»-. Elle a aussi précisé que, l'enseignante croyait bien faire en ajoutant, à chaque fois, en direction de la jeune fille qu'elle était : «mais Khadija, toi, c'est pas pareil». Si, pour elle, en fait c'était pareil. Les histoires que l'adjointe parisienne a racontées, le sociologue Didier Lapeyronie, ne les a pas reprises. Mais la situation ne semble guère s'améliorer. Lapeyronie travaille dans les quartiers en France. Pour lui, depuis le début des années 2000, les gens revendiquent le racisme. Depuis les attentats du 11 septembre, il y a, selon lui, une «fermeture de la société française». Elle se manifeste par une hostilité aux étrangers et aux gens des

quartiers. Plus selon le sociologue, «Etre victime du racisme n'épargne pas d'être soi-même raciste». Lapeyronie a aussi évoqué un retour de l'antisémitisme dans des populations privées de «parole publique». Et il a conclu : «Le racisme se porte sur ceux qui nous sont le plus semblables : les anciens colonisés qui nous sont proches. C'est un refus permanent d'accepter qu'ils soient devenus comme nous». Plusieurs intervenants ont ensuite pris la parole. L'économie de temps dont ils disposaient ne leur a pas toujours permis de développer des propos très nuancés. Le débat s'est terminé par une passe d'armes autour de l'acception du terme «communautarisme». Selon Lapeyronie, «c'est un terme péjoratif qui sert à dévaloriser des conduites et des gens. Il suppose que des gens (qui le pratiquent ndlr) s'isolent et n'ont rien à voir avec le mode de vie français». Pour Stéphane Pocrain l'emploi du mot «communautarisme» est une catégorie conservatrice. Si vous faites cela cela va à l'encontre de l'idée républicaine».

samedi 25 mars 2006

Société

Les institutions juives boudent la différence

La semaine de lutte contre les discriminations se termine dimanche.

Par Catherine COROLLER

Les institutions juives ont largement boycotté la semaine de lutte contre les discriminations et pour la rencontre des différences, organisée par Esther Benbassa et Jean-Christophe Attias, historiens du judaïsme, qui se termine dimanche. La Fondation pour la mémoire de la Shoah a refusé de soutenir financièrement l'événement. Et sa directrice, qui devait présider une table ronde, s'est désistée, expliquant dans un courrier que *«l'ensemble des interventions prévues dans certaines de ces tables rondes nous a, en effet, semblé porter davantage l'accent sur ce qui sépare que sur ce qui rassemble»*. Absent également, le Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif) et deux médias communautaires : Radio Communauté juive et Actualité juive.

Pour autant, tous n'ont pas boudé la manifestation. Deux rabbins, le président de l'Union des étudiants juifs de France et l'un de ses prédécesseurs, ont participé aux débats. *«L'ambassade d'Israël n'a pas annulé, souligne Esther Benbassa. Le nouveau chargé d'affaires a participé à la même table ronde que Leïla Shahid (représentante de l'Autorité palestinienne auprès de l'Union européenne, ndlr).»* De cette semaine, les deux historiens retiennent le *«ressentiment»* exprimé par les jeunes d'origine maghrébine. *«Ils n'ont pas cessé de répéter : "Pourquoi tant de préjugés sur les Arabes et leur incapacité à s'intégrer ?"»* Des jeunes musulmans ont exprimé

la même plainte : *«Je suis religieux et je veux être citoyen, pourquoi ne voulez-vous pas de moi ?»* Esther Benbassa a également été frappée par le capital de sympathie que recueille Dieudonné auprès des jeunes Noirs : *«Ils disent qu'il n'est pas antisémite et qu'il transmet la révolte contre l'injustice qu'ils subissent.»* De réflexions antisémites, point : *«Certains ont demandé : "Pourquoi les Juifs réussissent mieux ?" J'ai dû rappeler que, dans l'entre-deux-guerres, les immigrés juifs étaient pauvres comme des diables et travaillaient dans des ateliers de couture, comme les Asiatiques aujourd'hui.»*